

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20191008-RAP-S4268		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé	Code DREAL	
VERALLIA FRANCE Rond-Point de Saint-Gobain BP 23 01150 Lagnieu	S3IC Priorité DREAL SEVESO	61-2124 <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : Industrie du verre		
Date du contrôle : 5 septembre 2019		
Inspecteur(s) : Christophe CALLIER, Hélène HARFOUCHE		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> • Surveillance de la qualité des effluents atmosphériques ; • NEA-MTD 		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none"> • salle de contrôle 		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 19 janvier 2017 ; • Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2017 ; • Conclusions sur les MTD du BREF GLS publiées le 8 mars 2012 		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. Patrice COPIN	VERALLIA	Directeur du site de Lagnieu
Mme Delphine LOCATELLI		Responsable environnement hygiène et sécurité Site de Lagnieu
M Stéphane CARMILLET		Responsable environnement hygiène et sécurité VERALLIA FRANCE
M. Emmanuel DESCOINS		Responsable fusion
M Baptiste PREVOST		Responsable entretien travaux neufs
M Pascal VEEREECQUE		Responsable fluides
M Christian MOSCH		Responsable pôle maintenance générale
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> S4	

	<input type="checkbox"/> Autre :
--	----------------------------------

Constats de l'inspection

I – Contexte

Suite à la remise de son dossier de réexamen au préfet de l'Ain, en application de la directive IED, l'établissement VERALLIA FRANCE de Lagnieu, dispose d'un nouvel arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 19 janvier 2017.

Le four 1 a été arrêté en mars 2019, reconstruit et redémarré en mai 2019. Le four 1 a été reconstruit à l'identique, il a la même taille et emploie la même technologie. Le four ainsi reconstruit pourra fonctionner pour une durée de 10 à 12 ans. 2 machines de formage ont été remplacées à l'identique à cette occasion.

Au cours de l'arrêt du four 1, un arrêt de l'électrofiltre a été effectué, afin de procéder à son nettoyage et à sa maintenance. Ce grand arrêt de l'électrofiltre, d'une durée de 26 jours soit 624 heures, a été programmé durant l'arrêt du four 1, de manière à réduire les quantités de polluants atmosphériques rejetées, en l'absence de fonctionnement du système de traitement des fumées. Cet arrêt qui à lui seul dépasse la durée maximale annuelle d'arrêt autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, a fait l'objet d'une information de l'inspection par l'exploitant, préalablement à son déroulement. Un arrêté préfectoral de mesures d'urgences a été pris le 29 mars 2019, prescrivant de :

- Limiter au minimum technique la production du four verrier, sans porter atteinte à sa sécurité et à son intégrité, afin de réduire les émissions de polluants atmosphériques ;
- Réduire la durée des travaux de maintenance de l'électrofiltre, afin de réduire au maximum sa durée d'indisponibilité, qui n'excédera pas 26 jours ;
- Effectuer une campagne de mesure des rejets atmosphériques, telle que prévue par les articles 10.1.2 et 10.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2017 et portant sur les polluants prévus lors de la campagne de mesure de fréquence annuelle ;
- Effectuer une surveillance environnementale des concentrations en polluants atmosphériques, auxquelles les riverains les plus impactés sont exposés. Cette surveillance concernera les poussières (PM10), les oxydes de soufre, les gaz acides (HF, HCL et H2S), les oxydes d'azote et les métaux.

Une visite d'inspection a été menée le 18 avril 2019 pendant l'arrêt de l'électrofiltre, de manière à vérifier la bonne application des mesures prescrites par l'arrêté préfectoral de mesures d'urgences susmentionné. Les réponses apportées par l'exploitant suite à cette visite, sont abordées au §2.1 du présent rapport.

Le four 2 devrait être reconstruit vers 2021/2022.

II – Principaux constats effectués lors de la visite d’inspection

2.1 – Suites données aux précédentes inspections :

Inspection du 12 septembre 2018

La visite d’inspection de septembre 2018 avait conduit à relever plusieurs non-conformités et observations. L’exploitant a répondu par courrier daté du 11 décembre 2018. Seules les écarts non encore résolus à l’issue de l’inspection de septembre 2019 sont évoqués ici :

- l’art. 4.1.1 de l’arrêté préfectoral (consommation maximale d’eau souterraine prélevée dans la nappe phréatique) n’est toujours pas respecté, la mise en demeure du 16 janvier 2017 reste effective sur ce point, cependant, en tenant compte du fait que l’établissement a connu deux coupures électriques en 2018 (le 9/07 et le 16/08) et en considérant que chacune de ces coupures autoriserait le prélèvement de 900 m³ supplémentaires, le prélèvement maximum serait respecté. Un tel supplément a été proposé par l’exploitant et accepté par l’inspection, dans son rapport faisant suite à sa visite du 12 septembre 2018 ;
- les commentaires sur les suivis mensuels des émissions atmosphériques sont encore à améliorer (voir constat N°8 de l’inspection faisant l’objet du présent rapport) ;
- les valeurs individuelles Cd, Hg et Tl doivent être indiquées dans les rapports de contrôle trimestriels ;
- les dépassements en NO₂ sont toujours présents (voir constat n°4 de l’inspection faisant l’objet du présent rapport) ;
- l’exploitant doit transmettre un plan d’action visant à réduire les nuisances sonores. Il convient que ce plan d’action soit basé sur une étude d’un bureau extérieur.

L’exploitant prendra en compte ces demandes dans la réponse qu’il adressera à l’occasion de la réception du présent rapport.

Inspection du 18 avril 2019

La visite d’inspection de septembre 2018 avait conduit à relever plusieurs non-conformités et observations. L’exploitant a répondu à toutes les demandes par courrier daté du 21 juin 2019. A l’issue de l’inspection de septembre 2019 il a été demandé à l’exploitant de comparer les valeurs mesurées, en concentration pour les polluants gazeux et en retombées pour les métaux, aux valeurs modélisées dans l’évaluation quantitative des risques sanitaires de 2013.

L’exploitant prendra en compte cette demande dans la réponse qu’il adressera à l’occasion de la réception du présent rapport.

2.2 Emissions atmosphériques

Les conclusions sur les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) associées au BREF verrier sont applicables depuis mars 2016. Dans l’objectif de s’assurer du bon respect des NEA-MTD (Niveau d’Emission Associé aux Meilleures Techniques Disponibles) relatifs aux rejets atmosphériques, la région Auvergne-Rhône-Alpes réalise en 2019 une campagne d’inspection dans les 10 établissements de la région dont le BREF principal est le BREF verrier. Verallia Lagnieu fait partie des 10 établissements concernés.

Indisponibilités

Les durées d'indisponibilité de l'électrofiltre sont souvent très supérieures à 250 h/an.

-2014 : 627h

- 2015 : 112h

- 2016 : 195h

- 2017 : 430h

- 2018 : 248 h

- 2019 : 634 h

Des travaux et des incidents électriques peuvent expliquer ces dépassements. En particulier en 2019 l'électrofiltre a été arrêté pendant 26 jours pour réaliser sa maintenance (soit 624h). Cependant il convient que l'exploitant mette en place toutes les solutions techniquement et économiquement possibles (meilleure planification des entretiens, maintenance préventive, fiabilisation de l'alimentation électrique etc.) afin de ne pas dépasser le nombre d'heures d'indisponibilité autorisé.

Constat N°1		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Arrêté ministériel du 12/03/2003 relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale Art.26 La durée cumulée d'indisponibilité des unités de traitement (entretien, remplacement ou réglage des systèmes d'épuration...), pendant laquelle les valeurs limites de rejets atmosphériques pourraient être dépassées, ne doit pas excéder 250 heures par an.	Proposer un plan d'action, afin d'améliorer la durée d'indisponibilité de l'électrofiltre. Délai 3 mois.
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Par ailleurs de nombreux jours d'indisponibilité de l'analyseur sont à déplorer en 2019 (plus de 46 jours entre janvier et juillet 2019 soit plus de 20 % du temps). Dans ces conditions l'exploitant ne peut mettre en œuvre son programme d'autosurveillance de manière satisfaisante. Il convient que l'exploitant s'assure de la robustesse de son système d'analyse en particulier en étudiant la possibilité de le secourir électriquement.

Constat N°2		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	AP du 19 janvier 2017 Art. 10.1.1 Principe et objectifs du programme d'autosurveillance Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillances de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. ... Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquences pour les différentes émissions...	Proposer un plan d'action afin d'améliorer le taux d'indisponibilité du système d'analyse. Un taux d'indisponibilité maximal de 5 % peut être visé. Délai 3 mois. Indiquer dans les prochains rapports mensuels d'autosurveillance, le taux d'indisponibilité du système d'analyse.
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

IED

Système de management environnemental

L'exploitant dispose d'un système qualité mais il ne répond pas à la définition donnée par la MTD n°1 du BREF verrier. Par exemple il ne comporte pas de procédure permettant la mise en œuvre d'un programme de maintenance pour l'électrofiltre. La procédure EV.L.PR-102-B pourrait utilement être mise à jour avec la maintenance réalisée sur l'électrofiltre.

Constat N° 3		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	AP du 19 janvier 2017	Formaliser une procédure permettant la mise en œuvre du programme de maintenance de l'électrofiltre. Délai 3 mois.
<input type="checkbox"/> Observation	Art.1.3.1 Conformité	
<input type="checkbox"/> Non conformité	Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.	
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	BREF verrier MTD n°1 : système de management de l'environnement La MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes: ... iv. mise en œuvre des procédures, prenant particulièrement en considération les aspects suivants: ... g) programme de maintenance ...	

Dans le cadre de la campagne régionale d'inspection présentée en introduction de ce rapport, le bon respect des NEA-MTD et des fréquences de mesure indiquées dans les conclusions MTD du BREF verrier a été vérifié. Un travail de comparaison entre les valeurs limites d'émissions relatives aux rejets atmosphériques prescrites dans l'arrêté préfectoral, les NEA-MTD relatives aux rejets atmosphériques issues du BREF verrier et les valeurs mesurées par l'exploitant a été réalisé. Il en a été de même pour les fréquences de mesure. Les valeurs en flux n'ont pas été examinées.

Valeurs limites - NEA-MTD

Entre août 2018 et juillet 2019, l'autosurveillance fait apparaître de nombreux dépassements en poussière et NOx et quelques dépassements en SOx. Par ailleurs les mesures comparatives du 8-9/07/2019 (rapport d'essai SOCORAIR 19 ES 621) montrent un dépassement en CO et les mesures comparatives du 31/01/2019 (rapport d'essai SOCORAIR 19 ES 475) font apparaître un dépassement en NOx (en flux) et poussières. Ces mesures viennent confirmer la nature des dépassements constatés lors de l'autosurveillance. Si l'on exclut la période de maintenance de l'électrofiltre (le mois d'avril) cela représente plus de 40 % du temps en non-conformité (SOx, NOx et poussières confondus). Ces dépassements sont pour la plupart en-dessous de la valeur 2xVLE et une partie de ces non-conformités est due à des problèmes sur l'électrofiltre avant sa révision complète. Cependant, un fonctionnement présentant des non-conformités 40 % du temps n'est pas acceptable. Il convient que l'exploitant prenne toutes les dispositions techniquement et économiquement acceptables (maintenance préventive, fiabilisation de l'alimentation électrique, etc...) afin d'améliorer les émissions atmosphériques des installations.

Constat N°4																							
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier																					
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	AP du 19 janvier 2017 Art. 3.2.3.1 fumées des fours et des traitements de surface à chaud ... Les valeurs limites pour les émissions canalisées provenant des deux unités de fusion et des lignes de traitement de surface à chaud associées sont fixées ci-dessous. Les volumes des gaz sont rapportés à une teneur en O ₂ égale à 8 %...	Proposer un plan d'action afin de diminuer le nombre de dépassements. Voir constat n° 1. Délai 3 mois.																					
<input type="checkbox"/> Observation																							
<input type="checkbox"/> Non conformité																							
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure			<table border="1"> <thead> <tr> <th>Polluants</th> <th>Concentration (mg/Nm³)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Poussières</td> <td>20*</td> </tr> <tr> <td>Oxydes d'azote (exprimés en NO₂)</td> <td>600</td> </tr> <tr> <td rowspan="5">Oxydes de soufre (exprimés en SO₂)</td> <td>EdFFG** ≤ 25 %</td> <td>1400</td> </tr> <tr> <td>25 % < EdFFG** ≤ 50%</td> <td>1200</td> </tr> <tr> <td>50% < EdFFG** ≤ 75%</td> <td>1000</td> </tr> <tr> <td>75% < EdFFG** ≤ 90%</td> <td>750</td> </tr> <tr> <td>EdFFG** > 90%</td> <td>500</td> </tr> <tr> <td>...</td> <td>...</td> <td>...</td> </tr> </tbody> </table>	Polluants	Concentration (mg/Nm ³)	Poussières	20*	Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂)	600	Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂)	EdFFG** ≤ 25 %	1400	25 % < EdFFG** ≤ 50%	1200	50% < EdFFG** ≤ 75%	1000	75% < EdFFG** ≤ 90%	750	EdFFG** > 90%	500
			Polluants	Concentration (mg/Nm ³)																			
	Poussières	20*																					
	Oxydes d'azote (exprimés en NO ₂)	600																					
	Oxydes de soufre (exprimés en SO ₂)	EdFFG** ≤ 25 %	1400																				
25 % < EdFFG** ≤ 50%		1200																					
50% < EdFFG** ≤ 75%		1000																					
75% < EdFFG** ≤ 90%		750																					
EdFFG** > 90%		500																					
...																					
* dépassement de cette concentration autorisé moins de 250h par an ** Energie du four Fournie par le Gaz																							

Conditions autres que normales

Les NEA-MTD doivent être respectées dans les conditions normales de fonctionnement. Les conditions autres que normales sont en particulier les opérations de démarrage, d'arrêt, dysfonctionnement, arrêt momentané, mise au point d'une installation, entretiens réguliers, conditions exceptionnelles. Certains dépassements constatés entre août 2018 et juillet 2019 ont lieu dans des conditions autres que normales (lors des nettoyages des chambres par exemple). Il convient que l'exploitant le précise dans ses commentaires, lors de la transmission des résultats de l'autosurveillance. Un objectif maximal de 10 % du temps de fonctionnement en conditions autres que normales devra être visé. Cet objectif de 10 % comporte les 250 h d'indisponibilité de l'électrofiltre qui représentent à elles seules 2 % du temps.

Constat N°5		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	Code de l'environnement Art. 515-67 Les valeurs limites d'émission mentionnées à l'article R. 515-66 n'excèdent pas, dans des conditions normales d'exploitation , les niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables mentionnées au I de l'article R. 515-62 .	Dès les prochains relevés d'autosurveillance, indiquer les conditions anormales de fonctionnement des fours.
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Fréquences d'analyse

L'exploitant ne réalise pas de mesure quotidienne du CO. Dans son dossier de réexamen l'exploitant indique p75 qu'il réalise une mesure du CO journalière et cette mesure est prescrite dans l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2017 de l'établissement. Cependant, le CO est mesuré par un bureau extérieur tous les trimestres et la fréquence de mesure du CO indiquée dans le BREF GLS est soit continue soit périodique. l'inspection estime que la mesure réalisée trimestriellement par le bureau extérieur correspond à la MTD du BREF verrier. Il convient que l'exploitant mette en œuvre la mesure quotidienne telle qu'il l'avait indiqué dans son dossier de réexamen.

Constat N°6																									
Conclusion		Référence réglementaire			Délai ou calendrier																				
<input type="checkbox"/> Pas d'observation		AP du 19 janvier 2017 Art. 10.2.1.1 Emissions des fours verriers et des lignes de traitement de surface à chaud associées L'autosurveillance est réalisée selon le programme suivant : <table><tr><th>Paramètre</th><th>Norme de référence</th><th>Fréquence</th><th>Enregistrement</th><th>Transmission</th></tr><tr><td>...</td><td>...</td><td>...</td><td>...</td><td>...</td></tr><tr><td>CO</td><td>NF EN 15058</td><td>quotidienne</td><td>non</td><td>mensuelle</td></tr><tr><td>...</td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>			Paramètre	Norme de référence	Fréquence	Enregistrement	Transmission	CO	NF EN 15058	quotidienne	non	mensuelle	...					Mettre en œuvre la mesure quotidienne du CO. Délai 6 mois.
Paramètre	Norme de référence				Fréquence	Enregistrement	Transmission																		
...																		
CO	NF EN 15058				quotidienne	non	mensuelle																		
...																									
<input type="checkbox"/> Observation																									
<input type="checkbox"/> Non conformité																									
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure																									

Bilan annuel

Ce point n'a pas été évoqué lors de l'inspection, cependant il est nécessaire que l'exploitant transmette un bilan annuel tel que demandé à l'article R 515-60 c du code de l'environnement. Il convient que l'exploitant transmette ce bilan pour l'année 2019 avant fin mars 2020. Ce bilan comportera à minima :

- le bilan de la surveillance des émissions (autosurveillance eau, air, légionelles, eaux souterraines, sols, niveaux sonores)

- la durée d'indisponibilité de l'électrofiltre

ainsi que tout élément d'information pertinent sur l'exploitation des installations dans l'année écoulée. Il sera transmis à l'inspection avant le 31 mars de l'année n+1.

Constat N°7		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	<p>Article R. 515-60 du Code de l'environnement</p> <p>Sans préjudice des dispositions des articles « R. 181-43 et R. 181-54 », l'arrêté d'autorisation fixe au minimum :</p> <p>...</p> <p>b) Des prescriptions en matière de surveillance des émissions, en spécifiant la méthode de mesure, la fréquence des relevés et la procédure d'évaluation, basées sur la partie des conclusions sur les meilleures techniques disponibles relative à la surveillance ;</p> <p>c) La périodicité de la fourniture obligatoire au préfet des résultats de la surveillance des émissions mentionnée au b, accompagnée de toute autre donnée complémentaire nécessaire au contrôle du respect des prescriptions de l'autorisation. L'arrêté précise les informations à fournir quant aux résultats de cette surveillance, la période au titre de laquelle elles sont fournies, qui ne peut excéder un an, et la nature des données complémentaires à transmettre ;</p> <p>AP du 19 janvier 2017...</p> <p>Article 10.4.1. Bilan environnement annuel</p> <p>L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1er avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées. • de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne les substances réglementées par le présent arrêté. <p>L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.</p>	<p>Transmettre avant le 31 mars 2020 un bilan annuel pour l'année 2019 qui reprend tous les points cités ci-dessus.</p>
<input type="checkbox"/> Observation		
<input type="checkbox"/> Non conformité		
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure		

Transmission des résultats

Les commentaires de l'exploitant sur les relevés d'autosurveillance ne font pas mention de l'indisponibilité de l'analyseur pour le mois de mars. D'une manière générale, il convient que l'exploitant fasse apparaître sur son relevé d'autosurveillance le nombre de jour de mesures invalides. Les mesures comparatives du bureau extérieur ne font pas l'objet de commentaire de la part de l'exploitant lors de leur transmission. Il convient que l'exploitant transmette les résultats d'autosurveillance et les rapports de contrôle avec des commentaires (cause des écarts, actions correctives etc.).

Constat N°8		
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier
<input type="checkbox"/> Pas d'observation	AP du 19 janvier 2017	<p>S'assurer que toutes les transmissions de résultats font l'objet de commentaires.</p> <p>Compléter les relevés d'autosurveillance avec le nombre de jour de mesures invalides. Dès les prochains relevés d'autosurveillance.</p>
<input type="checkbox"/> Observation	Art.10.3.1 analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance	
<input type="checkbox"/> Non conformité	...	
<input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	<p>Sans préjudice des dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement et conformément au chapitre 10.2 l'exploitant établit avant la fin de chaque moi calendaire un rapport de synthèse relatif aux résultats des mesures et analyses du mois précédent. Ce rapport traite au minimum de l'interprétation des résultats de la période considérée (en particulier cause et ampleur des écarts), des mesures comparatives mentionnées au 10.1, des modifications éventuelles du programme d'auto surveillance et des actions correctives mises en œuvre ou prévues (sur l'outil de production, de traitement des effluents, la maintenance...) ainsi que de leur efficacité.</p>	

Suites données par l'inspection

- ☐ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☐ Autre(s) :

Synthèse des suites :

Cette visite a permis de relever 6 non conformités vis-à-vis des prescriptions examinées et 2 points faisant l'objet d'observations. La visite a également permis de revenir sur certaines non-conformités non soldées issues des précédentes visites.

L'exploitant devra fournir sous 1 mois les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour lever les non-conformités et répondre aux observations mentionnées dans les parties 2.1 et 2.2 du présent rapport.

L'inspection sera particulièrement attentive aux réponses qui seront données, aux actions correctives qui seront mises en œuvre suite aux constats n°1, 2 et 4 et aux résultats d'autosurveillance des mois à venir. Ces points pourront faire l'objet de suites administratives lors d'une prochaine inspection.

<p>Signature de l'inspecteur</p> <p>L'inspecteur de l'environnement</p> <p>Christophe CALLIER</p>	<p>Signature de l'inspecteur</p> <p>L'inspecteur de l'environnement</p> <p>Hélène HARFOUCHE</p>
<p>Vérificateur</p>	<p>Approbateur</p>